

Police. "Il y a la volonté que les collègues se lâchent"

Le mouvement des gilets jaunes ébranle les forces de police. Certains fonctionnaires, comme Martin, CRS, ont décidé de se mettre en arrêt maladie pour ne plus se sentir du mauvais côté de la barricade.



Martin¹ est CRS depuis de nombreuses années. Des manifestations et des interventions parfois violentes, il en a connu un nombre incalculable. Malgré des conditions de travail difficiles et des doutes occasionnels, il a toujours appliqué les directives avec discipline et obéissance, comme le veut la profession.

Mais la réponse policière aux manifestations de ces dernières semaines ordonnée par le ministère de l'Intérieur l'a tellement écoeuré qu'il a préféré se mettre en arrêt maladie pour ne plus cautionner cette répression aveugle.

"Je ne me voyais pas taper sur des gens qui n'ont rien fait. L'usage de la force est censé être proportionné. Même si ce terme est subjectif, ça veut dire qu'on n'a pas le droit de tout faire. Or, quand on nous dit de gazer sans sommation des lycéens qui manifestent pacifiquement, c'est un ordre illégal. Dans le mouvement des gilets jaunes, ce ne sont plus des groupes de casseurs bien identifiés qu'on a en face de nous, c'est le peuple: des gens qui ont un réel combat ou même qui se retrouvent en situation de légitime défense face à la police", s'insurge-t-il.

"On se demande si notre devoir ne serait pas d'être avec le peuple. On subit la même violence sociale..."

D'après lui, il y a une réelle volonté politique de jeter de l'huile sur le feu.

"Quand on voit dans les comptes rendus opérationnels le nombre de lacrymos ou de Flash-Ball utilisés, on est à des niveaux exceptionnels, alors qu'on a vécu des manifestations beaucoup plus dangereuses pour nous où on avait interdiction d'utiliser les lanceurs de balles de défense (nom officiel du Flash-Ball – NDLR)", affirme-t-il. "Et ça, ce sont des décisions qui viennent du ministère de l'Intérieur", souligne-t-il.

En parallèle,

"aucune consigne de mesure n'est donnée aux CRS, contrairement à d'autres manifestations où on nous met la pression. Là, il y a une volonté que les collègues se lâchent", estime-t-il.

D'autant que l'état physique des fonctionnaires de police n'arrange pas vraiment les choses.

¹ Le prénom a été modifié.

"Quand on doit se lever à 2 heures du matin pour rejoindre sa compagnie à 3 heures et être sur les Champs-Élysées de 7 heures du matin à 22 heures, c'est sûr qu'on est épuisé et qu'on n'a plus le même discernement ni le même self-control", rappelle-t-il.

Et ce n'est pas la prime promise par Emmanuel Macron qui suffira à apaiser les tensions.

"Tous les collègues auxquels j'en ai parlé se sont sentis insultés. On l'a ressenti comme si c'était un susucre qu'on nous donnait pour qu'on ferme notre gueule et qu'on aille faire le sale boulot", lâche-t-il.

D'après lui, le mouvement des gilets jaunes a fait naître des débats inédits dans sa compagnie.

"Certains taperaient sur père et mère si on leur en donnait l'ordre. Mais il y a une vraie crise existentielle pour d'autres. On se demande si notre devoir ne serait pas d'être avec le peuple. On subit la même violence sociale en termes de salaire, et on est doublement victimes de l'autoritarisme de l'État parce qu'en plus c'est notre patron et qu'on est muselés", souligne le fonctionnaire, qui a observé plusieurs arrêts maladie dans sa compagnie ces derniers jours. "Il ne manque pas grand-chose pour que les flics refusent de retourner en manif la prochaine fois", estime-t-il.

Concernant le revirement annoncé dans la stratégie de maintien de l'ordre mise en place par la préfecture de police de Paris – d'un dispositif plus statique samedi dernier à celui prévu comme plus mobile et offensif pour ce samedi –, Martin estime qu'il s'agit là d'une "décision politique habituelle".

"C'est ce qui a été fait lors des dernières manifestations contre la loi travail ou le 1er Mai: on nous donne l'ordre de laisser casser pour que le mouvement devienne impopulaire, et la fois d'après on y va fort parce que l'opinion publique attend une réaction de répression policière."